



par **LA AFRIQUE
TRIBUNE**
LA REVUE DE L'AFRIQUE QUI ACCÉLÈRE

3

HORS SÉRIE

EUROPE-AFRIQUE AU-DELÀ DES PROMESSES...



L'INVITÉE

PASCAL LOROT

PRÉSIDENT DE
L'INSTITUT CHOISEUL
ANALYSE LE
« DÉCROCHAGE »
DES EUROPÉENS
EN AFRIQUE

DECRYPTAGE

CLIMAT

DEUX CONTINENTS
FACE AUX ENJEUX
CLIMATIQUES

ZOOM

ÉVÉNEMENT

RETOUR SUR LA
1^{ÈRE} ÉDITION
DU FORUM
EUROPE-AFRIQUE.

Sommaire



6 L'Édito

8 Forum Euro-Afrique

14 L'invité : le regard de Pascal Lorot

Finance & Économie

18 Comment refonder un New Deal économique et financier ?

20 Avis d'expert - Hugues Martin-Sisteron

Investissement

22 L'offensive européenne en Afrique

26 Avis d'expert - Chloé Joachim de Larivière

Sécurité & flux migratoires

28 Quelle stratégie de défense européenne pour l'Afrique ?

30 Une nouvelle donne pour la politique migratoire euro-africaine ?

32 Avis d'expert - Eugène Berg

Santé

34 L'Afrique doit développer ses capacités de production de vaccins

36 Avis d'expert - Samir Abdelkrim

Formation & Éducation

38 Sayna, la startup qui révolutionne l'Edtech africaine

40 Innovation : entretien avec Philippe Wang

42 Avis d'expert - Rouguyatou Touré et Amaury de Féligonde

Climat

44 Faire face aux enjeux climatiques

46 Avis d'expert - Emmanuel Groutel

Édito

Repenser les relations euro-africaines de demain



La première édition du Forum Europe-Afrique organisée en mars dernier par La Tribune, La Tribune Afrique et la Métropole Aix-Marseille-Provence est une réussite. Pourquoi ? Partie d'une simple idée, cette rencontre, première du genre, a finalement réuni pas moins d'un millier de décideurs politiques, économiques et de la société civile. Ensuite, le forum est un des derniers rendez-vous organisés sous la présidence française du Conseil de l'Union européenne. Enfin, la qualité des intervenants, la richesse des débats, les échanges animés, loin de la litanie de discours creux, et les fortes propositions qui en ont découlé rassure sur la volonté des dirigeants des deux continents d'aller de l'avant pour remettre les relations euro-africaines sur « la bonne voie »... Est-il donc vrai que la trajectoire de ces dernières ne correspond plus aux impératifs dictés par la conjoncture que nous subissons ? Pourquoi alors refonder ces relations ?

L'Afrique, terre des anciennes colonies européennes, a réussi à se démettre de ce cliché de réservoir de ressources naturelles où tout le monde vient puiser. En pleine pandémie de Covid, la riposte du continent est citée en exemple, lorsque les pays riches priorisaient (légitimement) leurs populations au détriment de pays pauvres. Ceux-ci même qui tendent à recevoir moins d'aide, en raison de la réduction progressive des dons par rapport aux prêts qui bénéficient d'abord aux pays à revenu intermédiaire.

Aujourd'hui, comme rapporté depuis Bruxelles, «l'Afrique est courtisée et elle a le choix de ses partenaires». Les 150 milliards d'euros d'investissements promis en février dernier à l'Afrique par l'Union européenne devraient soutenir ce «New Deal» proposé par l'UE qui se veut « innovant » et « respectueux » des pays africains.



Sauf que les relations euro-africaines ne devraient pas seulement être regardées comme un simple «contrat» entre un prêteur, un emprunteur et un gageur. L'aide au développement proposée par l'UE devrait être cette fois-ci radicalement opposée aux approches à la Truman, puisque l'Afrique change : les réformes institutionnelles, les multiples mécanismes d'incitation encouragent de plus en plus à l'investissement. Les richesses du continent, notamment les minerais stratégiques, aussi... Les décideurs des deux continents présents au Forum Europe-Afrique le savent et l'ont exprimé à de multiples occasions : un nouveau paradigme dans ces relations sera profitable à tous. La croissance, on l'aura compris, ne serait désormais plus le seul but de l'aide : le soutien et les investissements devraient aussi cibler les secteurs sociaux, les populations africains, aujourd'hui, plus que les minerais, sont les vraies ressources de demain... pour l'Afrique et pour l'Europe.

Delphine Chêne
PDG, éditrice

DE quoi parle-t-on ?

L'UE investit en Afrique

Ensemble d'investissement Global Africa-Europe : 150 milliards d'euros

- Transition verte (l'Afrique doit doubler son approvisionnement énergétique d'ici 2040 tout en assurant l'accès à l'électricité à 600 millions de personnes)
- Transition numérique (une augmentation de 10 % de la couverture numérique pourrait entraîner une augmentation de plus de 1 % du PIB africain)
- Croissance durable et création d'emplois décents (on estime que le PIB continental a augmenté de 3,7 % en 2021 et devrait encore augmenter de 3,8 % en 2022)
- Développement humain (on estime que 800 millions d'Africains entreront sur le marché du travail au cours des 30 prochaines années)

L'UE et l'Afrique relèvent ensemble les défis mondiaux

La coopération renouvelée pour la paix et la sécurité

- Des efforts conjoints pour lutter contre l'instabilité, la radicalisation et le terrorisme
 - Formation et équipement des forces de défense et de sécurité africaines
 - Coopération plus intense en matière de sécurité (y compris la cybersécurité)
- 11 des 18 missions et opérations déployées dans le cadre de la politique de sécurité et de défense commune de l'UE sont menées en Afrique.

Partenariat pour la migration et la mobilité

- Coopérer plus efficacement pour lutter contre le trafic et la traite des êtres humains
 - S'attaquer aux causes profondes de la migration irrégulière
 - Identifier les voies pour les opportunités de migration légale
- Engagement envers le multilatéralisme

Travailler ensemble pour :

- renforcer le système commercial multilatéral
- lutter contre le changement climatique
- élaborer un nouveau traité international sur la prévention, la préparation et la réponse à ux pandémies

Ensemble, l'Union européenne et l'Union africaine représentent 42% des pays de l'ONU (27 + 55 sur 193)

Sources: Commission européenne, Nations Unies.

Afrique et Europe : UNE VISION COMMUNE POUR 2030

L'objectif du partenariat Afrique – Europe est de créer un espace de solidarité, de sécurité, de paix et de prospérité durable.

- L'Afrique abrite plus de 1,3 milliard de personnes (17 % de la population mondiale).
- Elle possède la classe moyenne la plus jeune et la plus dynamique au monde.
- Population de l'UE: 447 millions, 416 millions d'ici 2100
- Population de l'Afrique : 1,3 milliard, 4,2 milliards d'ici 2100



COVID-19

L'UE ET L'AFRIQUE COMBATTENT ENSEMBLE LA COVID-19

- Team Europe* est l'un des principaux contributeurs de COVAX avec plus de 3 milliards de dollars et le plus grand donateur de vaccins COVID-19 en Afrique.
- L'objectif : 450 millions de doses de vaccin partagées par Team Europe livrées en Afrique d'ici mi-2022.

*Team Europe = L'UE + les États membres + les institutions financières (c'est-à-dire la Banque Européenne d'Investissement)

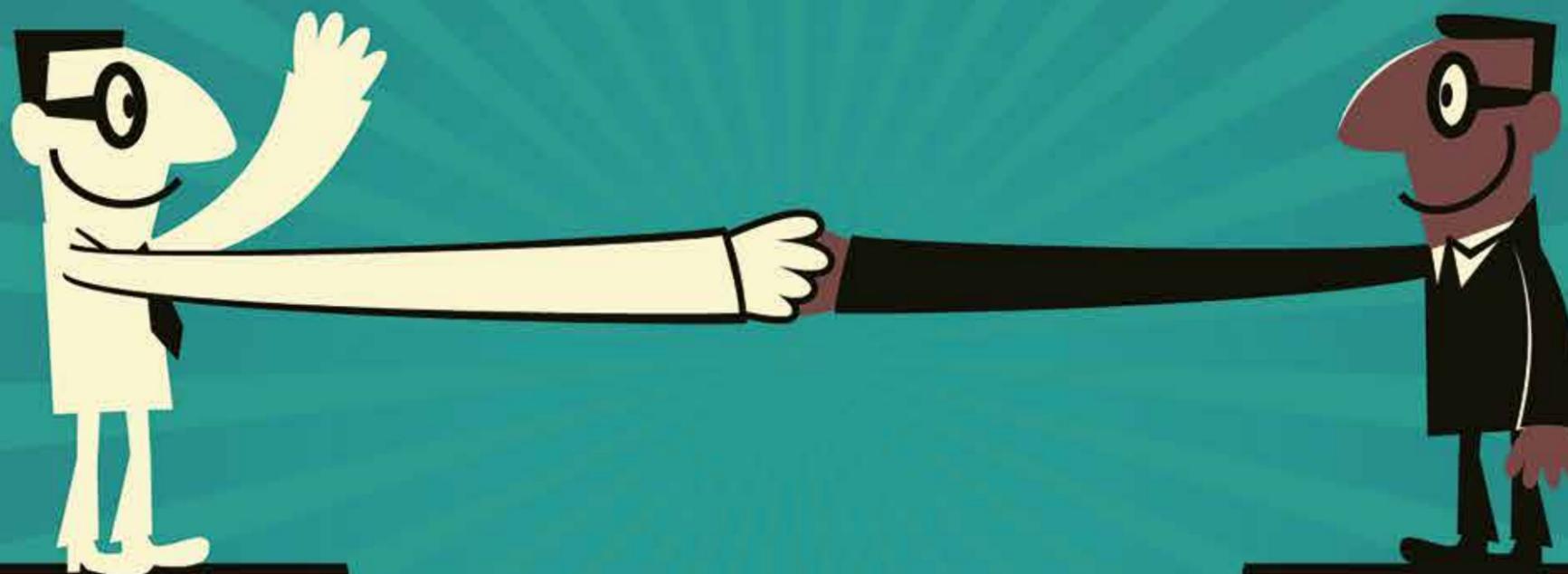
L'UE investit en Afrique

Ensemble d'investissement Global Africa-Europe : 150 milliards d'euros

- Transition verte (l'Afrique doit doubler son approvisionnement énergétique d'ici 2040 tout en assurant l'accès à l'électricité à 600 millions de personnes)
- Transition numérique (une augmentation de 10 % de la couverture numérique pourrait entraîner une augmentation de plus de 1 % du PIB africain)
- Croissance durable et création d'emplois décents (on estime que le PIB continental a augmenté de 3,7 % en 2021 et devrait encore augmenter de 3,8 % en 2022)
- Développement humain (on estime que 800 millions d'Africains entreront sur le marché du travail au cours des 30 prochaines années)

Forum Europe-Afrique :

une nouvelle passerelle entre les deux continents



La première édition du Forum Europe-Afrique a tenu toutes ses promesses. Organisé en mars dernier à Marseille, dans le cadre de la présidence française du Conseil de l'Union européenne et du renforcement souhaité du partenariat euro-africain, le forum sera un rendez-vous régulier pour passer des paroles aux actes.

Par La Rédaction

La première édition du Forum Europe-Afrique s'est tenue jeudi 17 mars au Palais du Pharo de Marseille. Cet événement a été marqué par la participation active d'un millier de décideurs publics et privés issus de 14 pays des deux continents, dont 9 ministres, des représentants d'organisations internationales, des chefs d'entreprise et des forces vives de la société civile et de la jeunesse des deux continents. En mettant le rôle que jouent les métropoles européennes et africaines dans la relance mondiale au premier plan des discussions, les participants se sont accordés sur la nécessité de mettre les acteurs locaux au cœur du renouveau de la coopération et des collaborations entre l'Afrique et l'Europe. Dans le cadre de la présidence française du Conseil de l'Union européenne et du renforcement souhaité du partenariat euro-africain, la Métropole Aix-Marseille-Provence a accueilli le Forum Europe-Afrique, co-organisé avec La Tribune et La Tribune Afrique. Cette première édition s'est distinguée par des échanges déterminés et de hauts niveaux amorçant un passage aux actes après le dernier Sommet Union européenne - Union africaine qui s'est tenu à Bruxelles il y a un mois.

CO-CONSTRUIRE L'AVENIR EURO-AFRICAIN

Les débats ont abordé aussi bien l'impact de la crise sanitaire sur les sociétés que l'épineuse question de la vaccination, l'urgence climatique, les investissements et infrastructures nécessaires pour une relance durable, ou encore les questions de formation et d'innovation. Ce programme dense a donc permis de se pencher sur un ensemble d'aspects prioritaires de la coopération Afrique-Europe. Au cours des treize panels, le besoin d'intensifier et accélérer la mise en œuvre de projets communs et à des échelles de proximité a été souligné à plusieurs reprises. Dès l'ouverture du Forum, Martine Vassal, présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence et du Conseil départemental des Bouches-du-Rhône, a réaffirmé l'importance des enjeux de co-construction en rappelant « l'impérieuse nécessité de coopérer et développer nos partenariats au travers de l'ensemble de nos accords de coopération et ceci pour garantir une paix durable ». Franck Rister, ministre délégué auprès du ministre de l'Europe et des Affaires étrangères, chargé du Commerce extérieur et de l'Attractivité, a rappelé que la coopération Afrique-Europe est « une des priorités de la présidence française du Conseil de l'Union européenne » avant de rappeler que « partout dans le monde, les villes sont les premiers espaces de nos démocraties ».

Lors de son intervention, le co-fondateur de la Fondation Europe-Afrique et président de la Fondation Mo Ibrahim a insisté sur la question de l'approvisionnement énergétique, particulièrement à la suite des annonces de la COP 26 : « 600 millions de personnes en Afrique vivent sans électricité. L'Afrique devrait être autorisée à utiliser son propre gaz pour son développement ». L'ancienne Premier Ministre du Sénégal, Amina Touré, et Martine Vassal, Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ont manifesté leur souhait commun de développer les liens autour de l'artisanat et du développement de formations croisées au profit des filières de la menuiserie et du textile notamment.

QUAND LES RESSOURCES NATURELLES FAVORISENT L'ÉVOLUTION

Comment développer ou relancer les économies d'Europe et d'Afrique en répondant simultanément à la nécessaire inclusion des différentes franges de la société, à la réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES) et à l'éradication de la pauvreté ? Figure gouvernementale sur le panel « Vers une économie à trois zéros sur les continents européen et africain : zéro exclusion, zéro carbone, zéro pauvreté », Nicolas Kazadi, ministre des Finances de la République démocratique du Congo (RDC) a dressé le tableau mi-figue mi-raisin d'une Afrique riche en ressources naturelles et dont paradoxalement les populations au sens large jouissent peu de ces richesses, mais qui tente tant bien que mal de résoudre l'équation d'une économie à trois zéros. « La chance que nous avons en RDC c'est que nous ne sommes pas de grands producteurs d'énergies fossiles. Nous sommes plutôt producteurs de minerais qui sont très utiles pour la transition énergétique : la RDC est le premier producteur de Cobalt, l'un des premiers de lithium, ... De ce point de vue, nous représentons l'avenir par rapport aux minerais qui permettent de produire les batteries électriques. Nous détenons également 50 à 60% des réserves de forêts tropicales du continent. L'enjeu non seulement pour nous, mais aussi pour l'humanité toute entière, est de protéger ces forêts. Nous avons de quoi faire en ce qui concerne les grands enjeux énergétiques du moment », a expliqué le ministre congolais. « Mais malheureusement, reconnaît-il, nous sommes aussi un pays qui symbolise la difficulté en ce qui concerne l'inclusion. Cependant, nous sommes en train de relever le défi peu à peu. L'année dernière, nous avons -à titre d'exemple- commencé à appliquer l'école gratuite pour tous et avons pu scolariser 4 millions d'enfants qui étaient à la rue ».

Franck Rister, ministre délégué français chargé du Commerce extérieur et de l'Attractivité

Etienne Giros, président du CIAN ; Jean Van Wetter, directeur général d'Enabel Belgium ; Amina Touré, ancienne Premier ministre et ministre de la justice du Sénégal ; Kouaho Vincent N'chi, vice-gouverneur de la ville d'Abidjan ; Carlos Lopes, économiste et professeur à l'université du Cap ; et Philippe Mabile, directeur de la rédaction de La Tribune.



L'AFRIQUE PEUT S'INSPIRER DE L'EXPÉRIENCE EUROPÉENNE

A l'instar de la RDC qui entend se positionner sur le plan industriel dans la transition énergétique mondiale, la majorité des pays africains prennent de plus en plus à bras le corps la problématique environnementale et ce, bien après l'Union européenne qui - parmi les plus gros émetteurs de GES au monde (près de 9%) et depuis longtemps victime des dérèglements climatiques - a bien avancé dans son processus de transition énergétique. « Le sujet du changement climatique en Afrique n'a pas connu le même degré d'appropriation parce qu'il y a eu d'autres priorités plus pressantes : la sécurité alimentaire et énergétique, enrayer la pauvreté et l'instabilité politique », a expliqué Laurence Tubiana, CEO de l'European Climate Foundation, soulignant que face notamment de la croissance démographique et le développement économique, les émissions africaines de GES (bien que les plus faibles au monde) devraient augmenter. Elle estime alors que l'Afrique a raison d'accélérer sa transition énergétique et en cela, l'Europe qui est plus avancée sera un important partenaire. Voix de la jeunesse au cours de ces discussions, Amina Zakhnouf, cofondatrice de « Je m'engage pour l'Afrique » a porté un plaidoyer afin que la génération Y ait l'opportunité d'apporter sa contribution à la construction d'économies à trois zéros des deux côtés de la rive méditerranéenne. « Il faut faire en sorte

que les jeunes qui ont envie de faire les choses, de présenter des alternatives à la façon dont on fait aujourd'hui prennent aussi une place et occupent l'espace », a-t-elle déclaré, soulignant que les pouvoirs publics ont également un rôle à jouer pour la formation de la jeunesse face notamment aux enjeux environnementaux, d'inclusion et de prospérité partagée.

RSE, UN OUTIL D'INTÉGRATION

Au niveau des entreprises européennes qui investissent en Afrique, l'engagement à faire avancer l'économie à différentes échelles est relativement conséquent chez les groupes d'envergure mondiale. Orange à titre d'exemple, va investir plusieurs millions d'euros pour la construction d'une centrale solaire au Mali. « Au sein du groupe déjà, nous avons pour objectif d'être zéro carbone en 2040. Nous pouvons donc vraiment apporter une contribution au zéro carbone sur le continent », a confié Stéphane Richard, PDG d'Orange. « Il faut beaucoup de volonté, de constance et se mettre en accord avec les décisions. Chez nous, nos objectifs pour l'Afrique sont : le développement, faire de l'inclusion & le numérique », a-t-il ajouté, soulignant les différentes initiatives du groupe tricolore pour notamment démocratiser l'accès au numérique pour les plus jeunes. Laurent Goutard, directeur Afrique de la Région Afrique, Méditerranée & Outre-Mer de la Société Générale dresse

« On est dans une révolution très forte et on change complètement les paradigmes sur le continent africain ». Stéphane Richard, PDG d'Orange



Naina Andriantsitohaina, Maire de Tananari ; Khaled Igué, économiste et président de Club 2030 Afrique ; Fabrice Dumonteil, président et fondateur d'Eiffel Investment Group ; Borina Andrieu, directrice générale de Wilmotte & Associés ; Marc Dufour, directeur général du Marché d'intérêt national de Marseille ; et Abdellatif Mâazouz, président de la région de Casablanca.

Martine Vassal, présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence et présidente du Conseil départemental des Bouches-du-Rhône.

réflexion. « Il faut envisager un partenariat privilégié entre l'Afrique et l'UE. Si l'UE veut véritablement donner sa chance à l'Afrique, il faut que l'UE ouvre son marché de + 500 millions de consommateurs aux produits africains », a-t-il déclaré. Ce Marseillais qui chapeaute l'entreprise active en Afrique depuis 80 ans, se dit « convaincu » que les exportations de fruits africains vers l'UE n'auraient pu continuer sans les exonérations d'impôt prévues par les APE. Il prône la nécessité d'« un partenariat privilégié » entre l'Europe et l'Afrique.

« L'Afrique est un continent essentiel et stratégique », a insisté Patrice Bergamini, Vice-Président Affaires publiques et contrats gouvernementaux de CMA CGM Group. De son côté, la métropole de Marseille, hôte de l'événement, a accompagné plusieurs projets de coopération qui ont favorisé l'investissement de plusieurs PME africaines dans la ville française. Jean Luc Chauvin, président de la CCI Aix-Marseille-Provence, est ferme à ce sujet. « Si nous travaillons ensemble, si nous structurons les économies, si nous faisons grandir les PME, c'est à la fois pour que les PME marseillaises créent des partenariats gagnant-gagnant pour aller sur le continent africain pour travailler, développer, former, mais aussi pour que les PME africaines viennent ici travailler et développer leur business », a-t-il expliqué. Et d'ajouter : « Il faut vraiment établir une coopération à double sens ».

PRÉPARER DEMAIN

Pour Jean-Yves Kotto, Directeur Afrique d'Intelcia, l'engagement du secteur privé dans la coopération économique devrait mettre un accent sur l de la jeunesse. « Cette jeunesse est la plus grosse richesse de l'Afrique. Il faut la former durablement,

efficacement, et l'orienter vers les métiers de l'avenir », afin que le continent africain puisse trouver sa place aux côtés des autres régions du monde à mesure les évolutions sociétales et économiques se construisent, a-t-il expliqué.

Cette jeunesse était représentée sur le panel par Selena Souah, entrepreneure de 29 ans qui a élu domicile au Rwanda pour lancer son projet Tech. Elle vient d'obtenir une licence télécoms dans le pays et relève « la chance » qu'ont les jeunes entreprises -d'où qu'elles viennent- d'évoluer dans des environnements d'affaires aussi ouverts en Afrique.

Cette première édition du Forum Afrique-Europe, comme le rappellent Jean-Christophe Tortora, président de La Tribune, et Delphine Chêne, présidente de La Tribune, a permis

aux décideurs africains et européens de se retrouver après deux ans de crise sanitaire. Sans aucun doute, le Forum Europe-Afrique est un nouvel instrument indispensable pour la coopération entre les deux continents.



quant à lui le profil d'une Afrique en mutations où il est quasi-impossible de faire du business aujourd'hui sans chercher à contribuer à l'émergence d'une économie à trois zéros. « On est dans une révolution très forte et on change complètement les paradigmes sur le continent africain. Déjà, le paysage concurrentiel a complètement changé avec de nouvelles banques africaines.

Nous continuons de croire en l'Afrique. La RSE est en train de changer les façons de faire et l'intégration de la dimension sociale et environnementale devient une raison d'être dans le pilotage de nos activités », a-t-il expliqué, ajoutant que la Société Générale est membre fondateur de Net-Zero and Banking Alliance pour la neutralité carbone en 2050. Dans ce cadre, la banque a notamment financé la première centrale solaire à Madagascar et émis l'an dernier le premier green bond de l'Etat du Bénin, pour ne citer que cela.

LA PAROLE AUX CHAMPIONS

Intitulé « Le nouvel échiquier mondial : les champions Europe-Afrique », la troisième table-ronde du Forum-Europe Afrique a été l'occasion d'entendre les chefs d'entreprises sur la manière dont ils conçoivent la coopération entre les deux continents aujourd'hui, après un passé souvent critiqué et un contexte planétaire animé par diverses crises, mais aussi

des changements géostratégiques où les pays africains (aussi) cherchent à se positionner dans le concert des nations. Ainsi pour Mossadeck Bally -entrepreneur malien et fondateur et président d'Azalai Hotels Group, la coopération économique entre l'Europe et l'Afrique devrait de plus en plus être centrée sur le déploiement des petites et moyennes entreprises afin

de contribuer à l'un des grands défis du continent : l'emploi des jeunes. Cela permettrait également avec les anciennes pratiques. « Le continent africain ne peut pas se développer avec le modèle de coopération selon lequel les matières premières sont extraites et exportées à l'état brut. Ce n'est plus possible. Il faudrait que nos partenaires investissent massivement dans l'appareil productif en Afrique », a déclaré l'opérateur hôtelier malien, partageant son expérience dans la sous-région ouest-africaine où son groupe a créé près de 4000 emplois directs et indirects.

UN MARCHÉ EUROPÉEN PLUS OUVERT

Alors qu'une partie des investisseurs européens en Afrique attendent de voir ce que donnera la renégociation des Accords de partenariat

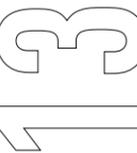
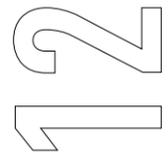
économique (APE) souvent critiqués sur le continent pour ne pas forcément répondre à une logique gagnant-gagnant, Jérôme Fabre, président exécutif de Compagnie Fruitière, a poussé la

« Cette jeunesse est la plus grosse richesse de l'Afrique. Il faut la former durablement, efficacement, et l'orienter vers les métiers de l'avenir ».

Jean-Yves Kotto,
Directeur Afrique
d'Intelcia



Chiara Corazza, conseillère spéciale Forum Europe Afrique ; Martine Vassal ; et Patricia Tomaino Ndam Njoya, Maire de Foumban (Cameroun).



Le regard de...



Pascal
Lorot
président
de l'Institut Choiseul

« C'est aux pays européens de trouver les modalités financières d'une coopération industrielle avec l'Afrique »

A l'occasion de la sortie de son nouveau livre « La France dans le grand jeu mondial. Pour un nouveau leadership », paru aux éditions Hermann, La Tribune Afrique a rencontré Pascal Lorot, président de l'Institut Choiseul, qui décrypte la relation franco-africaine et revient sur le « décrochage » des Européens en Afrique ?

Par Marie-France Réveillard

Q

ue recouvre l'Institut Choiseul qui demeure un cercle relativement confidentiel ?

Il s'agit d'un think-tank indépendant basé à Paris qui s'intéresse aux questions de leadership. C'est une plateforme qui permet aux personnalités issues d'environnements économique, politique, institutionnel, mais aussi de la société civile française et internationale, de se retrouver. L'Institut est également un identificateur de talents. Nous disposons de plusieurs réseaux. Le « Choiseul France » composé d'environ 500 membres, rassemble la jeune génération de dirigeants économiques français, le « Choiseul Russie » compte 300 jeunes entrepreneurs talentueux, et depuis neuf ans, le « Choiseul Africa » regroupe plus de 450 dirigeants économiques issus du continent africain, âgés de 35 ans à 40 ans qui deviennent ensuite des Alumni. Chaque année, nous nous réunissons en Afrique, à l'invitation d'un chef d'Etat africain et nous organisons à Nice, le Choiseul Africa Business Forum. En novembre 2021, cette rencontre a réuni près de 600 dirigeants essentiellement venus d'Afrique.

Que représente le « Choiseul Africa » et quels en sont les objectifs ?

Le Choiseul Africa couvre 48 des 54 pays africains. Les interactions entre les représentants des différentes régions d'Afrique qu'il permet, favorisent un véritable dynamisme entre les opérateurs économiques. A travers le pragmatisme des chefs d'entreprises et des

décisionnaires que nous recevons, nous évitons de tomber dans des considérations lénifiantes ou trop généralistes. Plusieurs partenariats ont d'ailleurs été conclus à la suite de nos rencontres économiques où l'entrepreneuriat féminin occupe une place centrale. Comme l'avait souligné l'Organisation des Nations unies pour le développement industriel, l'entrepreneuriat féminin en Afrique est le plus développé au monde.

Les parts de marché à l'exportation de la France ont été divisées par deux entre 2001 et 2017, passant de 11 % à 5,5 %, conséquence de la multiplication des acteurs en terres africaines. Quels sont les secteurs-clés sur lesquels la France peut s'appuyer pour reprendre des parts de marché sur le continent ?

Il faut relativiser ces chiffres, car les possibilités en termes de partenariats économiques avec l'Afrique ont été croissantes sur cette durée. Aussi, les 5,5 % de 2017 correspondent à une masse plus importante en volume que les 11 % de 2001. Cela étant, la concurrence s'est ouverte à de nouveaux acteurs venus des pays du Golfe persique, de Turquie, de Russie, du Brésil ou d'Inde, par exemple. La France dispose néanmoins d'atouts sectoriels qui rencontrent une réalité observable sur le terrain, eu égard à l'urbanisation croissante du continent africain. Il y a peu, la population africaine vivait essentiellement en zone rurale, ce qui n'est plus le cas aujourd'hui. Dès lors que grandit l'urbanisation, apparaît une multitude de besoins en matière de voirie, d'électricité, de signalétique, de gestion des déchets et de traitement des eaux, mais aussi de tout ce qui relève de la « smart city » où la France dispose d'un savoir-faire qu'elle sait vendre à l'extérieur.

La France conserve un « savoir-faire » en matière d'infrastructures, mais reste-t-elle compétitive face à la Chine qui dispose non seulement de cette expertise, mais qui, en sus, apporte des fonds nécessaires à leur réalisation sans exiger les mêmes contraintes en termes de compliance ?

Les entreprises occidentales ont un handicap financier face aux moyens déployés par la Chine du fait d'un système politique quasi-endogamique entre la puissance publique et les entreprises chinoises qui permet à ces dernières d'être beaucoup mieux dotées en termes de capacités de financement des infrastructures africaines. C'est aux pays européens de trouver les modalités financières d'une coopération industrielle avec l'Afrique.

Par ailleurs, les partenariats avec la Chine qui ont fait florès sur les vingt dernières années sont en train de ralentir, car de nombreuses modalités d'accords conclus entre les autorités gouvernementales et les entreprises chinoises sont draconiennes. Ces partenariats sont désormais associés à une forme de prédation en Afrique, car ils ont été rendus possibles en gageant matières premières et réserves foncières notamment. Nombre de partenariats ont hypothéqué l'avenir d'Etats africains en créant une dépendance financière accrue vis-à-vis de Pékin et les Africains en sont conscients. Selon moi, l'emballage africano-chinois est révolu.

« Les entreprises occidentales ont un handicap financier face aux moyens déployés par la Chine du fait d'un système politique quasi-endogamique entre la puissance publique et les entreprises chinoises qui permet à ces dernières d'être beaucoup mieux dotées en termes de capacités de financement des infrastructures africaines. »

Le président Macron cherche à intensifier les relations commerciales avec les locomotives anglophones. Si l'on regarde l'exemple kényan, la France reste un partenaire marginal, selon la direction générale du Trésor. Les exportations françaises sont en-deçà du potentiel national et ne représentent que 0,04 % des exportations totales de l'Hexagone. Quelle serait la stratégie idoine pour percer ces marchés ?

Nous sommes entrés dans une ère multivectorielle et multirégionale. La France n'étant pas une économie commandée, le renforcement des partenariats repose sur les entreprises et non pas sur la puissance publique. Aussi, la meilleure façon de renforcer l'empreinte économique des entreprises françaises sur des géographies nouvelles comme le Kenya, c'est de motiver les entrepreneurs français à s'y intéresser. Il existe des accompagnements financiers, et Bpifrance a développé une stratégie structurée en la matière, mais il revient aux entreprises de prendre leur risque. Au niveau des flux d'investissements directs, nous sommes confrontés aux limites stratégiques de certains fonds d'investissement que l'on ne peut territorialiser au-delà de leur siège social (...).

Nous ne sommes plus dans la même situation qu'il y a trois ou quatre décennies, avec des crédits à taux zéro et des incitations fortes, car les disponibilités monétaires sont plus limitées. Ensuite, les conditions réglementaires appliquées à ces politiques d'accompagnement sont beaucoup plus régulées au niveau multilatéral à travers l'OCDE notamment. Les entreprises ont de fait moins de marge de manœuvre pour pénétrer les marchés.

Finance & économie



Un New Deal pour un business transformateur des économies

Comment refonder, concrètement, un New Deal économique et financier entre l'Afrique et l'Europe qui prenne en compte les aspirations et urgences des deux continents ?

Par La Rédaction

En finir avec la langue de bois et s'attaquer aux vrais problématiques économiques, changer le regard sur l'Afrique et les Africains, coopérer d'égal à égal, créer des ponts entre les métropoles européennes et africaines tout en travaillant à l'amélioration du climat des affaires. La table ronde inaugurale du Forum Europe Afrique, organisé en mars dernier à Marseille, a donné le ton à une série de débats riches, tout en posant le cadre de ce qui devrait désormais régir les relations entre les continents européen et africain : un New

Deal que les dirigeants des deux côtés de la rive méditerranéenne appellent de leurs vœux.

DÉFINIR LES « OPPORTUNITÉS COMMUNES »

L'Union européenne propose un nouveau partenariat au continent africain dans lequel Bruxelles prend plus d'engagements financiers avec notamment le Global Gateway (sa nouvelle stratégie d'appui au développement dans le monde) dont 50% des fonds -soit 150 milliards d'euros- seront exclusivement destinés aux projets et entreprises sur le continent africain. Si un certain scepticisme domine l'opinion africaine quant au New Deal proposé par l'Europe, le professeur Carlos Lopes, économiste et ancien secrétaire général de la Commission économique des Nations

Unies pour l'Afrique, souligne la nécessité de changer de paradigme : « Il faut sortir de la logique que ce sont toujours les aides qui vont résoudre les problèmes, ce sont plutôt des opportunités communes ».

Une logique fermement soutenue par Aminata Touré, ancien Premier ministre du Sénégal, qui n'a pas hésité à pointer les « déséquilibres » qui ont longtemps caractérisé les relations économiques entre l'Europe et l'Afrique, appelant à « une nouvelle manière de faire les affaires ». « Il ne s'agit plus d'investir dans les industries extractives, on prend et on va transformer ailleurs. Le premier New Deal à avoir est de faire ensemble du business en Afrique, on transforme en Afrique, on crée des chaînes de valeur en Afrique, on emploie des Africains et on partage de manière équitable le profit », a-t-elle martelé.

« L'Afrique, c'est 30% des minerais mondiaux, 21% de la production d'or, 46% de la production de diamants, 75% de la production de Platinium, 60% des terres arables. L'avenir de la nutrition mondiale se passera en Afrique. Et si l'Europe veut coopérer avec l'Afrique, cela ne peut plus se passer comme avant », a tenu à rappeler Aminata Touré.

INVESTIR DANS LE DÉVELOPPEMENT DES VILLES

Alors que l'une des priorités africaines érigée en urgence suite à la pandémie de Covid-19 et dans le contexte actuel de crise ukrainienne reste l'industrialisation, celle-ci semble

« Les éléments de développement qui concernent l'agriculture, l'énergie, les infrastructures, la santé, l'éducation, l'immobilier sont les mots clés pour ce nouvel accord de New Deal ».

Serge Ekué

parfois compromise par la grande course vers la décarbonisation, autre nerf de la guerre.

Au niveau des villes, la croissance démographique est un atout et c'est en cela que les métropoles ont un rôle important à jouer dans le New Deal entre l'Europe et l'Afrique, selon Robert Beugré-Mambé, ministre gouverneur du District d'Abidjan et Secrétaire général de l'Association internationale des maires francophones (AIMF). « L'Afrique se modernise de plus en plus. En Côte d'Ivoire à titre d'exemple, plus de 50% de la population est urbaine. Il en est de même pour le Sénégal et plusieurs autres pays du continent. Les besoins en investissements et en infrastructures sont énormes. Et ce sont des opportunités pour l'Europe », a-t-il déclaré.

En ce sens, Serge Ekué, président de la Banque ouest-africaine de développement (BOAD) estime que « les éléments

de développement qui concernent l'agriculture, l'énergie, les infrastructures, la santé, l'éducation, l'immobilier sont les mots clés pour ce nouvel accord de New Deal ».

LA TECH AU CŒUR DU PARTENARIAT

Pour Jean Van Wetter, directeur général d'Enabel Belgium, la relation entre l'Europe et l'Afrique peut prendre un nouveau visage grâce à la technologie. « Je pense que les innovations africaines qui vont arriver et qui n'existent pas encore en Europe vont inverser les tendances et le dialogue, du fait du contexte challengeant », a-t-il affirmé, citant l'exemple du mobile money au Kenya et en Tanzanie qui a révolutionné les systèmes de paiement en Afrique il y a une dizaine d'années. Le patron de l'Agence de développement belge soutient la logique de « défis communs » qui anime actuellement la démarche des Européens, estimant qu'il est important, dans le contexte mondial actuel de « regarder vers l'avenir ».

Pour sa part, le Conseil des investisseurs français en Afrique (CIAN) entend capitaliser sur l'expérience historique des entreprises françaises sur le continent afin de porter cette refondation des relations économiques entre les deux continents, accueillant à bras ouverts le marché géant progressivement mis en place par l'Union africaine (UA). « Il faut augmenter les marchés et pour cela il faut faire des zones de libre-échange. Nous soutenons fortement la zone de libre-échange continentale africaine », a conclu Etienne Giros, président délégué du CIAN.

Par **Hugues Martin-Sisteron**

Avocat chez Clifford Chance LLP ;
spécialiste en financement de projet
d'énergies renouvelables en Afrique.

L'énergie solaire, facteur d'unification de l'Afrique ? La dernière décennie a vu éclore de nombreux projets solaires en Afrique. Toutefois, des progrès significatifs sont encore nécessaires pour atteindre un niveau d'électrification suffisant. Selon un rapport de PwC paru en 2021, seulement 58 % des Africains ont accès à l'électricité. Pour répondre aux besoins du continent, l'Afrique devrait doubler sa capacité de production d'ici 2030 et la multiplier par cinq d'ici 2050. Dans le cadre de la transition énergétique, ce développement devrait principalement porter sur les énergies renouvelables avec une multiplication attendue par 110 de l'énergie solaire d'ici 2050.

Le développement d'infrastructures nationales de production à grande échelle est l'une des réponses possibles, mais cela nécessite de renforcer le réseau de distribution ; les capacités de réserve des réseaux existants étant souvent inadaptées. De même, une approche régionale ou sous-régionale permettrait aux états de se doter d'infrastructures communes de plus grande ampleur. Telle est l'aspiration du Système d'échanges d'énergie électrique ouest-africain (EEEOA) qui regroupe certains états d'Afrique de l'Ouest afin d'intégrer les réseaux électriques nationaux dans un marché régional unifié de l'électricité. Ainsi, le projet de dorsale Nord, inauguré en février 2022, reliera plusieurs



postes électriques au Nigeria, Burkina Faso, Niger et Bénin, pour une longueur totale de raccordement de 875 km. D'autres initiatives sont actuellement à l'étude, telle que l'interconnexion électrique entre la Côte d'Ivoire et le Burkina Faso. Aussi méritoire qu'elle soit, cette approche transfrontalière se heurte cependant à la diversité des 54 trajectoires africaines et aux logiques intrinsèques qui portent leur singularité. Un travail de coordination

et de simplification est donc essentiel pour qu'un déploiement de l'énergie solaire puisse véritablement aboutir. Cela passerait entre autres par une harmonisation des politiques publiques, des réglementations et des cadres contractuels entre les pays tant l'hétérogénéité est ici un frein aux ambitions unificatrices.

L'intérêt des investisseurs ne manque pas. Des sociétés françaises telles qu'EDF, Engie, Eranove, Meridiam, STOA et Total, ainsi que des acteurs étrangers comme Acwa Power, Africa50, InfraCo Africa, IIFC ou encore Scatec ASA participent activement à ce développement en Afrique. Les banques multilatérales et les membres de l'IDFC sont également très présents sur ce marché. La plupart d'entre eux se sont engagés à ce que leurs activités s'accordent avec les objectifs de l'Accord de Paris. La question se pose toutefois de savoir si les besoins en énergie du continent noir pourront être financés par ces seuls acteurs. A cet égard, les émissions obligataires et la titrisation de créances sont une voie intéressante pour offrir un financement complémentaire au soutien des grands projets.

Investissement



L'offensive européenne en Afrique

L'UE investira 150 milliards d'euros sur le continent africain au cours des six prochaines années, soit 50% des fonds mobilisés dans le cadre de sa nouvelle stratégie d'investissement baptisée « Global Gateway ». Une offensive « made by Bruxelles » face à la concurrence.

Par **Ristel Tchouand**

Terminal Nouakchott,
Mauritanie



Après avoir cumulé environ 250 millions d'investissements directs étrangers (IDE) sur le continent africain grâce à ses vingt-sept pays-membres, l'Union européenne (UE) rebat ses cartes et met les bouchées doubles. Au cours des six prochaines années, Bruxelles prévoit d'investir 150 milliards d'euros en Afrique, dans le cadre de « Global Gateway », sa nouvelle stratégie d'investissement annoncée à Dakar en février dernier par la présidente de la Commission de l'Union européenne (UE), Ursula von der Leyen. Cette enveloppe sera déployée grâce aux apports notamment des institutions européennes -dont la Banque européenne d'investissement (BEI) et la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD)-, mais aussi grâce au financement privé.

NUMÉRIQUE, ÉNERGIE, TRANSPORT... LES SECTEURS VISÉS

Dévoilé le 1er décembre 2021, Global Gateway vise à mobiliser 300 milliards de dollars entre 2021 et 2027 pour l'investissement européen dans le monde. Avec l'annonce de Dakar, 50% de ce programme d'investissements seront ainsi orientés uniquement vers le continent africain.

Avec ces fonds, l'UE entend contribuer notamment au développement du numérique, du climat et l'énergie, des transports – notamment les infrastructures, véritable urgence pour le continent-, mais aussi la santé et l'éducation. Des secteurs clés dans le contexte de relance économique des pays après la crise liée à la pandémie de Covid-19 et en raison de la nécessité de renforcer les capacités du continent afin de faire face, efficacement, à la croissance démographique attendue. « *Nous soutiendrons les investissements intelligents dans des infrastructures de qualité, qui respectent les normes sociales et environnementales les plus élevées, conformément aux valeurs et aux normes de l'UE* », a déclaré Ursula von der Leyen. Dans le domaine du numérique, l'UE entend « *aider les pays à réduire leur fracture numérique et à s'intégrer davantage dans l'écosystème numérique mondial* ». Selon la présidente de la Commission européenne, l'UE va également contribuer à booster l'entrepreneuriat par les jeunes en finançant la création de startups à haut potentiel, afin de leur permettre

de participer conséquemment à l'éradication du chômage par la création de l'emploi.

Sur le plan du climat, l'UE articulera son action autour de la transformation écologique et l'échange de technologies vertes. Bruxelles prend des engagements pour la Grande muraille verte, avec la volonté de soutenir le renforcement de la résilience face au changement climatique dans le Sahel. Garantir la sécurité alimentaire et nutritionnelle, protéger la biodiversité et les écosystèmes, lutter contre le changement climatique et améliorer la sécurité énergétique sont autant d'impacts que vise Bruxelles.

En matière de santé, l'UE se positionne pour la diversification des chaînes d'approvisionnement pharmaceutiques dans les pays africains et le développement des capacités de production locales. Pour ce qui est de l'éducation, l'investissement européen vise la transformation des systèmes éducatifs, la mobilité des talents, ainsi que la recherche et l'innovation.

CES PAYS QUI ONT LA PRIORITÉ

Si l'Union européenne affiche sa volonté d'investir partout sur le continent, il n'en demeure pas moins que certaines destinations s'arrachent la priorité, notamment en raison de l'intensité des relations bilatérales déjà existantes. Ainsi, le Maroc qui est le premier partenaire économique de l'Union sur le continent africain, a été le premier à recevoir une promesse d'investissement spécifique de 1,6 milliard de dollars. Cette enveloppe sera affectée à divers projets avec un accent sur ceux en lien avec les énergies vertes, le royaume chérifien ayant pour objectif de réduire ses émissions de gaz à effet de serre de 45,5% d'ici 2030.

Le Sénégal, dont le président de la République Macky Sall préside l'Union africaine en 2022, a bénéficié d'un nouveau plan d'action annuel de l'UE estimé à

103 millions d'euros. Ce financement couvrira aussi bien le domaine économique, que social avec les mêmes thématiques liées notamment aux jeunes en général et les filles en particulier.

FACE À LA CONCURRENCE ET AU NOUVEAU MINDSET AFRICAIN

Après le Sommet Union africaine - Union européenne qui s'est tenu en février à Bruxelles, l'UE poursuit les échanges avec les organisations sous-régionales comme lors du forum d'affaires de juin avec le patronat d'Afrique de l'Ouest. Pour

plusieurs analystes, le Global Gateway est la réponse l'UE à la « Belt and Road Initiative » lancée par la Chine en 2013 et qui a déjà financé environ 1 000 milliards d'euros de projets d'infrastructures, mais essuyant un certain nombre de critiques notamment en termes de gouvernance des projets et d'impact industriel. « *L'Europe est le partenaire le plus fiable de l'Afrique* », déclarait la présidente de la Commission européenne lors de sa sortie médiatique d'il y a quelques mois.

Tout ceci au moment où une véritable guerre d'influence autour de l'Afrique est nourrie par ses partenaires historiques et les puissances émergentes, alors que certains pays du continent jouent également les cartes stratégiques de leur propre influence dans le concert des nations. À côté, les acteurs économiques africains veulent davantage bénéficier des effets positifs du partenariat stratégique entre leur continent et l'Europe. « *Cette fiabilité, en tant que partenaire,*

revendiquée à la tête de l'Union européenne doit se traduire sur le terrain, auprès de nous - acteurs économiques investis, entrepreneurs, investisseurs africains. Et là réside la nécessité de clarifier les relations et les modes d'actions », défend Eric Monga Mumba, PDG Kipay Investments et vice-président de la Fédération des Entreprises du Congo (FEC), en charge de l'Énergie, dans une tribune publiée sur La Tribune Afrique.

QUID DES INVESTISSEMENTS AFRICAINS EN EUROPE ?

On en parle très peu et ils ne font pas l'objet d'étude statistiques, mais les investissements africains sur le continent européen sont de plus en plus fréquents ces dernières années et émanent du secteur privé. De nombreuses banques et entrepreneurs africains sautent le pas. Les plus médiatisés viennent souvent du Maroc, d'Algérie, de Côte d'Ivoire, ...



Centrale solaire, Afrique du Sud

Par **Chloé
Joachim
de Larivière**

Counsel
chez Gide
Loyrette Nouel
à Casablanca

Avec le lancement de sa marque d'investissement et d'export, « Morocco Now », le Royaume du Maroc entend devenir un véritable hub africain et mondial en matière d'investissements étrangers. Au cours de la dernière décennie, les investissements directs étrangers (IDE) à destination du Maroc n'ont cessé de croître et ont visé des secteurs très variés tels que l'industrie automobile et aéronautique, l'immobilier, le tourisme, l'éducation, les infrastructures, ou encore l'énergie. Cet accroissement des investissements étrangers au Maroc fait suite aux nombreuses réformes adoptées au cours des dernières années en vue de moderniser le droit des affaires marocain.

La constitution d'une société est la première étape du déploiement d'activités au Maroc d'un investisseur étranger. Jadis, cette étape pouvait s'avérer complexe et chronophage. La création des Centres régionaux d'Investissement qui agissent comme " guichets uniques " en lieu et place des multiples interlocuteurs précédemment compétents, ainsi que la récente digitalisation des procédures avec certaines autorités locales ont permis de simplifier cette étape. Par ailleurs, la tant attendue loi n° 19-20 consacre une nouvelle forme sociale, la « Société par Actions Simplifiée » (SAS) plus adaptée aux besoins des investisseurs étrangers. La SAS ainsi créée supprime l'ensemble des contraintes juridiques de l'ancienne « société anonyme simplifiée » (forme sociale désormais abrogée). Les divers assouplissements apportés à la réglementation des changes marocaine, au cours des



dernières années, ont permis d'apporter aux investisseurs étrangers le confort nécessaire pour la réalisation de leur projet au Maroc. Ainsi, la réglementation des changes actuellement en vigueur permet à tout investisseur étranger, dès lors qu'il a investi en devises au Maroc et qu'il a déclaré son investissement à l'Office des changes marocain de bénéficier de la « garantie de libre rapatriement » lui permettant de rapatrier dans son pays d'origine l'intégralité des fruits et produits de son investissement en capital et en compte courant d'actionnaire. L'autre enjeu rencontré par les investisseurs étrangers au moment de leur investissement au Maroc est l'accès à des sources de financement locales et notamment des financements bancaires fournis par les grandes banques commerciales de la place. Les prêteurs marocains ont donc aligné leurs pratiques avec les standards internationaux, notamment en matière de financements structurés. De plus, l'ouverture du Maroc aux bailleurs de fonds étrangers a permis aux banques locales d'aligner leurs pratiques contractuelles avec celles des bailleurs de fonds internationaux avec lesquels elles interviennent dans le cadre de consortium pour financer des opérations d'envergure.

Un investisseur étranger souhaitant déployer ses activités au Maroc a besoin d'être rassuré sur le fait qu'il pourra opérer dans un environnement de concurrence loyale. A cet égard, l'adoption de la loi n° 103-12 relative à la liberté des prix et de la concurrence en décembre 2014, ainsi que la mise en place d'un Conseil de la Concurrence, organe pivot du nouveau régime, doté de véritables pouvoirs de décision et de sanction, a permis de rassurer les opérateurs économiques et d'assainir le marché.

Sécurité & flux — migratoires



Quelle stratégie de défense européenne pour l'Afrique ?

Du Mali au Mozambique en passant par la Somalie, l'Union européenne s'est engagée dans la lutte contre le terrorisme en Afrique. Dépourvue d'armée, elle structure sa stratégie de défense extérieure à marche forcée, sur fond d'urgence ukrainienne et de montée des radicalismes en terres africaines.

Par Marie-France Réveillard



© EUTM Mozambique

L'«European Union Training Mission» (EUTM Mozambique) n'a pas vocation à imposer ou rétablir la paix, mais juste à former les forces armées de défense du Mozambique (FADM).

En décembre 2021, Ursula von der Leyen, la présidente de la Commission européenne accélérera la refondation des relations euro-africaines avec le programme Global Gateway doté de 150 milliards d'euros pour financer les infrastructures africaines sur les 6 prochaines années. Parallèlement, la « nouvelle stratégie commerciale » et la « Boussole stratégique » ont précisé les orientations de sécurité et de défense de l'UE à l'horizon 2030, tout en réaffirmant la relation privilégiée de l'Europe avec l'Afrique.

Dépourvue d'armée commune et sous le parapluie de l'OTAN, l'UE peut néanmoins déployer des opérations de sécurité et de défense (désarmement, humanitaire, évacuation, conseil, prévention des conflits, maintien de la paix ou missions de forces de combat pour la gestion de crises). Plusieurs opérations sont en cours en Afrique : au Mozambique (formation militaire EUTM-Mozambique, lancée en 2021), en Méditerranée (mission pour faire respecter l'embargo sur les armes imposé à la Libye, EU-NAVFOR-MED-Opération Irini, depuis 2020), en République centrafricaine (formation militaire EUTM-RCA, lancée en 2016), au Mali (formation militaire EUTM-Mali, depuis 2013), en Somalie (formation militaire EUTM-Somalie, depuis 2010) et sur les côtes somaliennes (opération navale NAVFOR-Opération Atalanta contre la piraterie, depuis 2008).

A ces opérations viennent s'ajouter des missions civiles de police, de soutien aux forces de sécurité et à l'état de droit, mais aussi des opérations de renforcement capacitaire et d'assistance aux frontières, au titre de la politique de sécurité et de défense commune (PSDC) en Libye (EUBAM), au Mali et au Niger (EUCAP-Sahel) et en Somalie (EUCAP).

L'INITIATIVE TAKUBA S'ÉVANOUIT DANS LE DÉSERT DU SAHEL

Faute de stratégie opérationnelle commune pour l'Afrique, des initiatives apparaissent en ordre dispersé. C'est notamment le cas de la task-force Takuba (épée en tamasheq), lancée en mars 2020, à l'initiative d'Emmanuel Macron qui avait réussi le tour de force de réunir plusieurs pays européens (Allemagne, Belgique, Danemark, Estonie, France, Grèce, Norvège, Pays-Bas, Portugal, République-Tchèque, Royaume-Uni, Suède, Italie, Roumanie). Un an après sa naissance, l'opération créée pour assister et former l'armée malienne, en coordination avec les partenaires du G5 Sahel, la MINUSMA et les missions de l'UE (EUTM Mali, EUCAP Mali et EUCAP Niger), n'a pas produit les résultats attendus.

« Nous avons d'ores et déjà décidé que nous quitterons cette année la force Takuba », déclarait le ministre suédoise des Affaires étrangères, le 14 janvier dernier, au lendemain des sanctions prises par la CEDEAO contre la junte malienne au pouvoir. Peu après, l'Estonie, manifestait à son tour sa volonté de se retirer. Le 24 janvier, le Mali demandait au

Danemark de rapatrier ses 90 soldats à peine débarqués, arguant que « ce déploiement était intervenu sans son consentement ». La Belgique et les Pays-Bas étant jusqu'ici impliqués à minima et l'Allemagne ayant refusé d'y engager ses forces, de revers diplomatiques en crispations maliennes, l'aventure a vite tourné court.

Cette initiative n'était cependant pas une mission de politique de sécurité et de défense commune (PSDC) de l'UE qui « aurait nécessité une validation à la majorité renforcée qualifiée », explique Emmanuel Dupuy, président de l'IPSE (Institut Prospective et Sécurité en Europe), précisant qu'il s'agissait d'une « initiative multilatérale de pays européens ». Takuba s'est finalement évanouie dans les sables du Sahel, un 2 mai 2022 lorsque les autorités de Bamako ont décidé de rompre les accords de défense (Status of Force Agreements, appelés « SOFA ») fixant le cadre juridique de la présence française des forces Barkhane et européenne Takuba, au Mali.

UNE FACILITÉ EUROPÉENNE POUR LA PAIX À 5 MILLIARDS D'EUROS

Depuis mars 2021, la facilité européenne pour la paix (FEP) qui permet de financer le déploiement de missions à l'étranger, s'applique notamment dans les pays du Sahel où l'UE mène une action multidimensionnelle (sécurité et défense, aide humanitaire, coopération). Tous les Etats membres de l'UE contribuent à ce fonds (à l'exception du Danemark) à hauteur de 5 milliards d'euros sur la période 2021-2027, pour équiper et former les armées étrangères. « C'est la première fois que l'Union européenne peut financer des armées sans passer par l'Union africaine mais pour l'utiliser, il faudra un retour à une autorité démocratique et légitime » (au Mali comme au Burkina Faso), avertit Nicolas Normand, ancien ambassadeur de France au Mali et chercheur associé à l'Institut de relations internationales et stratégiques (IRIS). « Traiter la question du terrorisme suppose de s'attaquer aux défis démographiques, climatiques, économiques et à l'état de droit, sans quoi ce sera un Far West sans shérif, dans lequel évolueront séparatistes, trafiquants, bandits sans idéologie et djihadistes », précise l'ancien diplomate.

Le 21 avril 2022, le Conseil européen votait une mesure d'assistance au titre de la facilité européenne pour la paix (FEP) en faveur de l'Union africaine, d'un montant de 600 millions d'euros sur la période 2022-2024. Parallèlement, un nouveau soutien de 10 millions d'euros était décidé pour renforcer la force multinationale mixte de lutte contre Boko Haram (FMM). Première puissance économique du continent, le Nigéria fait d'ailleurs l'objet d'une attention toute particulière (au titre de la FEP pour la FMM, l'Union européenne a porté son soutien global à 20 millions d'euros). Proximité géographique avec le Sahel et risques de contagion régionale dans les pays du golfe de Guinée, mais aussi persistance de la menace à l'Est (Mozambique et Somalie, en particulier), expliquent l'implication singulière de l'Union européenne dans la lutte contre le terrorisme sur le continent.

Une nouvelle donne pour la politique migratoire euro-africaine ?

Depuis 2011, le verrou migratoire libyen a sauté et la Méditerranée s'est transformée en mouvoir dont les drames alimentent les faits divers macabres des journaux. Entre écueils multilatéraux et tentation d'un retour au bilatéralisme, l'Europe de Schengen se divise sur sa stratégie migratoire.

Par Marie-France Réveillard

« Si je tombe, vous aurez l'immigration, des milliers de gens qui iront envahir l'Europe depuis la Libye et il n'y aura personne pour les arrêter », avertissait Kadhafi peu avant sa mort. Deux ans plus tôt, le Guide de la révolution libyenne avait signé un accord avec l'Italie, visant à renforcer le contrôle des frontières. Le nombre de débarquements avait alors chuté de 88% sur les côtes italiennes. Après la mort du Colonel, la Libye est devenue l'un des principaux hubs migratoires entre l'Orient, l'Afrique et l'Europe. En 2021, plus de 3 000 personnes seraient mortes en mer en cherchant à rejoindre l'Europe, selon le Haut-commissariat aux Réfugiés des Nations Unies (UNHCR). Marchés aux esclaves et trafic d'êtres humains nourrissent



boucliers des associations des droits de l'Homme contre l'Union européenne (UE) qui a consacré 700 millions d'euros depuis 2015, pour aider la Libye à lutter contre les migrations illégales à travers divers instruments de financement. Dans un rapport du 15 juillet 2021, Amnesty International réclamait la suspension pure et simple de la coopération migratoire entre l'UE et la Libye, dénonçant « la complicité des États européens qui continuent honteusement d'aider les garde-côtes libyens à capturer des personnes en mer et à les renvoyer de force dans l'enfer de la détention en Libye ».

Au-delà du seul cas libyen, la question migratoire reflète de profondes dissensions européennes. De la Pologne à la France et de la Hongrie à la Belgique, les positions semblent irréconciliables, poussant certains acteurs à se tourner vers des solutions bilatérales.

« De tels arrangements ne font que déplacer les responsabilités en matière d'asile ».

Gillian Triggs, l'UNHCR

LES BLOCAGES DU MULTILATÉRALISME EUROPÉEN FACE AU PRAGMATISME RWANDAIS

Surmonter les blocages intra-européens n'est plus un horizon indépassable pour le Royaume-Uni post-Brexit, qui signait le 14 mai dernier, un accord avec Kigali pour envoyer une partie de ses migrants et demandeurs d'asile arrivés illégalement sur le territoire, au pays des 1 000 collines, moyennant finance (soit 144 millions d'euros sur cinq ans).

Le Rwanda dispose d'une longue expérience en la matière (du génocide de 1994 aux conflits périphériques en République démocratique du Congo ou au Burundi) et a signé plusieurs accords migratoires par le passé. Selon les Nations Unies, le pays abriterait 130.000 réfugiés venus de pays limitrophes, mais aussi de Libye ou d'Afghanistan.

En 2014, le Rwanda avait conclu un accord migratoire avec l'Ouganda et un second avec Israël. En 2017, indigné par les marchés aux esclaves révélés par CNN, le président rwandais Paul Kagamé (qui a lui-même grandi dans un camp de réfugiés en Ouganda) décida d'accueillir les migrants de Libye. Les premiers d'entre eux arrivèrent en 2019. En avril 2022, le Danemark signait à son tour, un pacte d'asile avec le Rwanda. Condamnés par l'ONU et par les associations des droits de l'Homme, ces accords migratoires sont qualifiés de « xénophobes et totalement inacceptables » par l'Union africaine (août 2021). « De tels arrangements ne font que déplacer les responsabilités en matière d'asile, éludent les obligations internationales et sont contraires à la lettre et à l'esprit de la Convention sur les réfugiés », a réagi Gillian Triggs de l'UNHCR.

Pourtant, ces accords pourraient bien faire florès au sud de l'Europe car la Convention de Dublin (fixant les conditions d'examen des demandes d'asile) a placé des pays comme l'Italie ou la Grèce, en tête de proue des arrivées de migrants. Les pays qui reçoivent le plus grand nombre de réfugiés exhortent l'UE à réagir. En 2020, la création du Pacte sur la migration et l'asile pour favoriser davantage de solidarité entre

les États-membres, n'a pas réussi à faire infléchir la politique migratoire des pays de Visegrád qui restent fermement opposés à l'accueil de réfugiés sous directive européenne.

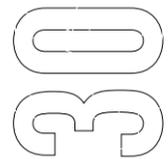
UNE MIGRATION AFRICAINE SURESTIMÉE EN EUROPE ?

L'Organisation internationale des migrations (OIM) estimait à 281 millions le nombre de migrants internationaux, en 2020. L'Afrique subsaharienne abritait plus de 26 % des réfugiés à l'échelle mondiale et, avec 1,2 million de réfugiés, l'Ouganda campait la première position des pays d'accueil subsahariens. Alors que la majorité des migrants africains reste sur le continent (97 % des migrants burkinabè, 90 % des migrants nigériens et 75 % des migrants béninois, vivent dans un autre pays d'Afrique de l'Ouest), les migrations africaines apparaissent souvent surestimées de l'autre côté de la Méditerranée. En réalité, moins de 3 % de la population africaine est migrante tandis que la moyenne mondiale se situe à 3,6 %.

Tandis que les migrations africaines continuent d'alimenter les débats dans une Europe profondément divisée sur la question, les initiatives conduites par l'Union européenne pour endiguer le phénomène se résument encore bien souvent à l'envoi de soutien financier.

Le Fonds fiduciaire d'urgence de l'Union européenne pour l'Afrique (EUTF), créé en 2015 et doté de 5,2 milliards d'euros pour s'attaquer aux causes profondes des migrations, n'a pas produit les résultats escomptés. Il s'est surtout appliqué à contrer les arrivées illégales des migrants en Europe. Seuls 10 % du budget ont été consacrés à l'emploi et à la création de débouchés économiques dans les pays de départ (données de l'EUTF, janvier 2022, DW).

Enfin, si Frontex (l'agence de surveillance aux frontières européennes) a enregistré une baisse progressive des migrations irrégulières en Europe, le problème s'est déplacé d'une géographie à une autre. Selon le HCR, le nombre de migrations interafricaines aurait doublé entre 2015 et 2020.



Par **Eugène Berg**

Ancien diplomate, essayiste
et enseignant

Sous la pression conjointe de la hausse démographique, du manque d'infrastructures et du réchauffement climatique, l'Afrique sera particulièrement exposée à des pénuries d'eau de grande ampleur dans les années à venir. Cette menace qui guette déjà l'Afrique pourrait entraîner de nouvelles vagues migratoires en Europe. Une étude de référence de l'Organisation météorologique mondiale (OMM) dresse un constat pour le moins accablant des tensions hydriques au niveau international. Pour résumer, à peu près partout dans le monde — mais particulièrement en Afrique — se multiplient des situations de stress hydrique, définissant le seuil où les disponibilités en eau sont inférieures à 500 m³ par an et par personne. D'ici 2030, selon le rapport de l'OMM, 118 millions d'Africains seront exposés à des sécheresses, inondations et des chaleurs extrêmes, en l'absence de mesures adéquates. Actuellement, 40 % des personnes dans le monde sans accès à un approvisionnement viable en eau potable vivent en Afrique subsaharienne. Le moindre accès à l'eau potable a des conséquences déléteres transversales et complexes pour les pays touchés. Elles sont sanitaires, déjà : la faiblesse des capacités d'assainissement est un vecteur de diffusion épidémique. Elles sont agricoles, ensuite : la rareté de l'eau a des conséquences logiques sur la capacité d'irrigation et les rendements et contribue à fragiliser la sécurité alimentaire de certains pays déjà en tension. Elles sont économiques, enfin : le temps perdu par les foyers pour la collecte de l'eau confisque chaque année



point de PIB au continent et prive souvent les enfants d'un enseignement intellectuel et technique fondamental au développement socio-économique des pays. Quant au manque d'infrastructures en eau, il coûterait 5 % de PIB chaque année à l'Afrique subsaharienne. Outre la sensibilité logique à la catastrophe humanitaire à venir, l'Union européenne risque de ne pas être épargnée par ce potentiel crisogène.

Un rapport de la Banque mondiale publiée en 2018 estime à 86 millions le nombre de personnes en détresse hydrique contraintes à la migration et logiquement tentées par l'Europe qui en serait globalement préservée. Un chiffre à ajouter aux migrations traditionnelles liées aux vulnérabilités économiques et aux conflits armés. Et surtout, une masse migratoire à mettre en perspective avec les «seuls» 2,7 millions d'individus ayant immigré dans l'Union européenne en 2019, selon les données de l'Union européenne, dont la gestion a été particulièrement délicate et vectrice de tensions politiques majeures, contribuant fortement aux montées des populismes. Outre sa mobilisation en faveur de la lutte contre le réchauffement climatique, l'Union européenne doit mettre en place une politique d'accompagnement financière et technique face à la défaillance des infrastructures africaines. Plus que le manque de réserve, le manque d'infrastructures reste en effet le premier responsable des pénuries. Face à l'agression russe en Ukraine, l'Union européenne a prouvé sa capacité à adopter une réponse unifiée et globale. Cette disposition retrouvée à la cohésion doit se déployer dans les différentes crises qui peuvent, même indirectement, avoir des conséquences majeures sur le continent.

Santé



L'Afrique doit développer ses capacités de production de vaccins

Jusqu'à fin mai dernier, près de 812,4 millions de doses de vaccins anti-Covid-19 ont été reçues en Afrique, alors que seulement 15,8 % de sa population adulte est vaccinée. Comment remédier à ce retard dans la lutte contre la Covid 19 ?

Par **Mounir El Figuigui**

D

epuis la notification du premier cas de Covid-19 en Afrique, le 14 février 2020, l'Organisation Mondiale de la Santé observait que, « si la tendance actuelle se poursuit, le continent sera en mesure de maîtriser la pandémie en 2022 ».

Au cours des deux dernières années, le continent a connu quatre vagues de Covid-19, chacune présentant des pics avec un nombre total de nouveaux cas plus élevé que le précédent. Le continent est devenu

également au cours de ces dernières années « plus intelligent, plus rapide et plus efficace à riposter à chaque nouvelle recrudescence des cas de Covid-19 », selon l'OMS. Malgré les obstacles, notamment les importantes inégalités dans l'accès à la vaccination, l'Afrique s'est montrée résiliente, en s'appuyant sur sa longue expérience en matière de lutte contre les flambées épidémiques.

REMÉDIER AUX INÉGALITÉS DANS L'ACCÈS AUX VACCINS

Jusqu'à fin mai dernier, près de 812,4 millions de doses de vaccins contre le Covid-19 ont été reçues en Afrique, alors que le continent accuse un retard en matière de vaccination, avec seulement 15,8 % de sa population adulte entièrement vaccinée (571,9 doses administrées). Par quels mécanismes alors, les pouvoirs publics comme le secteur privé peuvent-ils remédier à ce retard dans la lutte contre la Covid 19, mais aussi contre les autres maladies qui tuent chaque année des milliers de personnes en Afrique ?

« L'objectif de l'Union européenne est que les vaccins soient distribués partout, de manière équitable, surtout auprès de ceux qui en ont le plus besoin (dans le cadre de l'initiative mondiale Covax, ndlr) », tient à rappeler Thierry Breon, commissaire européen pour le marché intérieur. « Nous devons aussi soutenir la production locale en Afrique. C'est pourquoi nous voulons promouvoir la capacité même de production sur le continent, à travers des projets industriels comme celui porté par l'Institut Pasteur de Dakar », ajoute-t-il. Pour Elsa Zekeng, spécialiste des maladies infectieuses et santé mondiale, nommée jeune leader par la Commission européenne, les vaccins, les traitements et les diagnostics sont d'abord des biens de santé publique. La réaction mondiale face à la pandémie semble suivre un modèle qui n'est pas très prometteur, puisqu'il n'y a pas d'égalité dans l'accès aux vaccins, notamment entre les pays du Nord et du Sud. Elsa Zekeng rappelle que ce scénario fut le même lors des épidémies du VIH et du virus Ebola.

Le constat des inégalités dans l'accès aux vaccins est également partagé par Philippe Douste-Blazy, ancien ministre français de la Santé et président de Uniflife, une initiative mondiale protégeant le capital humain en résolvant le défi des inégalités dès la naissance. Pour lui, il n'est pas acceptable que les traitements les plus récents et donc les plus efficaces ne soient réservés durant 10 à 15 ans qu'aux « happy few » vivant dans les pays riches et qu'ils ne bénéficient pas aux plus pauvres qui continuent à mourir, alors qu'ils pourraient être sauvés.

« J'ai pris en 2009 l'initiative de lancer « Medicines Patent Pool » (une organisation internationale soutenue par les Nations unies, NDLR), permettant notamment pour la première fois de faire bénéficier les populations les plus démunies des traitements anti sida, antituberculeux et anti hépatites les plus récents », rappelle-t-il. Un Système qui devrait



être étendu notamment à la lutte contre le cancer, aux maladies cardiovasculaires, aux vaccinations, insiste Philippe Douste-Blazy. Développer les capacités industrielles locales Pour pallier les difficultés d'accès aux vaccins contre la pandémie de coronavirus, six pays du continent ont été choisis en février dernier par l'OMS pour fabriquer leurs propres vaccins : l'Afrique du Sud, l'Égypte, le Kenya, le Nigeria, le Sénégal et la Tunisie. « La meilleure façon de faire face aux urgences sanitaires et de parvenir à une couverture sanitaire universelle est d'accroître considérablement la capacité de toutes les régions à fabriquer les produits de santé dont elles ont besoin », avait alors expliqué le directeur général de l'OMS, Tedros Adhanom Ghebreyesus. Stavros Nicolaou, directeur en charge du développement stratégique et commercial d'Aspen Pharmacare, rappelle que ces 25 derniers mois devraient nous avoir donné quelques leçons, notamment celle de la résilience face aux chocs pandémiques, puisque les capacités locales sont importantes pour trouver une issue à genre de

« Si la tendance actuelle se poursuit, le continent sera en mesure de maîtriser la pandémie en 2022 ».
l'Organisation Mondiale de la Santé

scénarios, alors que jusqu'à aujourd'hui, l'Afrique importe plus de 90 % de ses vaccins. Avec plus d'une trentaine d'années dans le secteur pharmaceutique et aujourd'hui membre du top management d'un groupe présent dans une cinquantaine de pays, Stavros Nicolaou explique qu'il est nécessaire de développer les capacités locales et les chaînes de valeur sur le continent afin de renforcer la sécurité d'approvisionnement et la souveraineté sanitaire des États africains. La réorganisation des chaînes d'approvisionnement en vaccins et médicaments devrait aussi assurer une capacité continue et durable en la matière et anticiper la riposte face à d'éventuelles autres pandémies.

Par **Samir Abdelkrim**

Fondateur
d'Emerging Valley

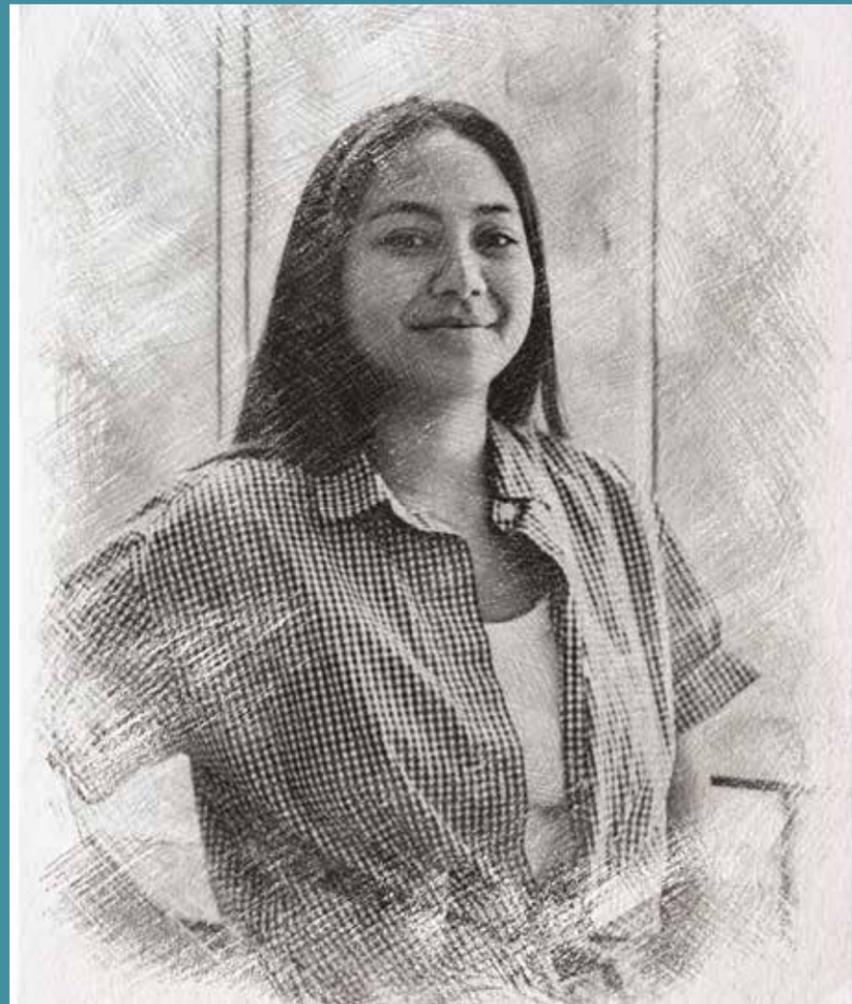
Comment l'Europe peut s'inspirer de la révolution e-santé africaine ? Quinze millions d'euros en Série A, c'est la somme record que la startup ghanéenne Africa Health Holding, experte des solutions de télémédecine à destination des hôpitaux, a levé en novembre dernier. Ce succès est un exemple parmi tant d'autres de l'essor de la e-santé africaine, en partie boosté par la pandémie de Covid-19. Légitimées par leur adaptabilité, leur capacité à relayer les bonnes informations aux populations et plus globalement par leur impact positif dans la gestion de la crise, les startups de la e-santé africaine attirent enfin massivement les investisseurs, et le nombre de levées de fonds a ainsi considérablement augmenté ces deux dernières années, tout comme le montant des financements. La e-Santé africaine a ainsi prouvé qu'elle est une force qui compte sur la « tech scène » du continent. Face à la pénurie de médecins et de matériel médical dans de nombreux pays africains, devant le manque d'informations sanitaires fiables et une prise en charge inadéquate des maladies chroniques, le numérique apporte en effet de réelles solutions dans le domaine de la santé. Les problématiques évoquées ne sont pas réservées aux seuls pays africains et touchent aussi les pays de la rive nord de la Méditerranée, confrontés au



vieillessement de leur population, aux déserts médicaux et à des nouvelles demandes de soins. Ainsi, le territoire de la métropole Aix-Marseille-Provence, n'échappant pas à ces difficultés, cherche non seulement à y répondre, mais aussi à se renforcer en devenant un hub de la e-Santé en Europe. Alors que le secteur représente un marché potentiel de 22 milliards d'euros en France, la métropole ambitionne de devenir la capitale française de la e-Santé, et regarde vers l'Afrique pour y trouver l'inspiration et développer de nouvelles réflexions et coopérations en termes d'innovation de santé, en attirant sur son sol les meilleurs startups healthtech du continent. Le territoire dispose déjà d'un écosystème de santé d'entreprises à la croisée de la biotech, de la medtech et de la e-santé. Il représente plus de 3 800 emplois et 800 millions d'euros de chiffre d'affaires. L'Afrique représente ainsi 60 % des coopérations internationales de l'AP-HM (Assistance Publique - Hôpitaux de Marseille), tandis que l'IHU Méditerranée a ouvert un laboratoire à Dakar spécialisé sur les maladies infectieuses originaires des pays en voie de développement. Enfin, le siège de l'Institut de recherche pour le développement (IRD), dont les programmes sont majoritairement à destination de l'Afrique, se situe à Marseille. Aix-Marseille-Provence et son écosystème d'innovation dédié forment donc un territoire particulièrement propice et idéalement positionné pour travailler avec l'Afrique. Les projets de coopération concrets pourraient être nombreux !

Formation & éducation





SAYNA, la startup qui révolutionne l'Edtech africaine

Par Ristel Tchouand

La plateforme numérique dédiée à l'emploi et à l'éducation créée il y a quatre ans, a pris un nouvel essor en avril dernier, en levant 600 000 dollars auprès des « stars de la tech », se réjouit Matina Razafimahefa, la jeune fondatrice et directrice générale de l'entreprise SAYNA qui emploie aujourd'hui une quarantaine de collaborateurs en France, à Madagascar et, depuis peu, en Côte d'Ivoire. « Cette levée de fonds nous permettra de finaliser nos deux produits : le jeu vidéo mobile SAYNA Academy et la plateforme de travail, SAYNA Work. Nous pourrions procéder à des recrutements-clés au niveau de la direction opérationnelle, mais aussi dans différents départements, en particulier dans la recherche et développement ». « Nous portons une vision forte reposant sur

l'apprentissage de millions d'Africains grâce à une technologie innovante », ajoute-t-elle.

L'ADN de la startup repose sur l'adéquation des formations aux besoins du marché à travers des enseignements à la fois techniques et ludiques. « Après trois ans de "Test and Learn", nous avons réussi à trouver un modèle viable, en contournant notamment l'écueil de l'Income Share Agreement - qui pose souvent problème en termes de remboursement - grâce à un système d'abonnement à 9,90 euros par mois qui permet de financer la formation. Parallèlement, le microtasking (développeurs qui réalisent des micro-tâches informatiques rémunérées, NDLR) génère des sources de revenus qui peuvent notamment financer l'équipement informatique de l'apprenant ou être réinvesties dans un projet professionnel », précise Adam Haciane, directeur opérationnel de la startup.

« Nous nous ouvrons à de nouveaux marchés tels que l'Algérie, le Cameroun et la Côte d'Ivoire et nous sommes en discussion avec d'autres pays africains afin de dupliquer à terme, notre modèle sur tout le continent », ajoute-t-il. La startup porte également l'objectif de proposer ses services dans les espaces ruraux et dans les banlieues de l'Hexagone.

Pour Matina Razafimahefa, cette levée de fonds représente « une étape cruciale pour le développement de SAYNA à l'international », mais aussi « un symbole fort pour la scène tech de Madagascar » et « un signe d'espoir pour des centaines de milliers de jeunes talents africains qui n'ont jusqu'ici pas eu l'occasion de se professionnaliser pour tirer parti de la quatrième révolution industrielle en cours ».

PLUS DE 172% DE CROISSANCE EN UNE ANNÉE

SAYNA compte plus de 60 clients (dont les groupes Orange Madagascar, Axian, la Société Générale, la Banque mondiale ou Access Bank). À ce jour, plus de 450 apprenants

Créé par Matina Razafimahefa, la plateforme des technologies de l'éducation repose sur l'adéquation des formations aux besoins du marché à travers des enseignements à la fois techniques et ludiques. Elle emploie aujourd'hui une quarantaine collaborateurs répartis entre l'Afrique et l'Europe.

ont été formés ou sont en cours en formation. Quelque 90 % des diplômés de la startup ont trouvé un emploi. « Nous avons vendu plus de 15 000 micro-tâches informatiques », précise Matina Razafimahefa qui peut se féliciter que SAYNA ait enregistré une croissance exponentielle de l'ordre de 172 % en une année.

Le marché des métiers de la tech est vaste, mais les compétences restent limitées. Aussi, l'entreprise entend bien combler ce gap en ressources humaines au profit du continent africain. La levée de fonds, réalisée auprès de poids lourds de la tech, devrait permettre une nouvelle accélération de la TPE malgache devenue startup internationale.

Le succès de SAYNA Work, la plateforme franco-africaine est un modèle de microtasking à haute valeur ajoutée, basé sur du crowdsourcing appliqué au software engineering qui permet une forte productivité

et qui repose sur un système de sécurité maximisé. Ce modèle permet par ailleurs de réduire les coûts de développement tout en garantissant une standardisation des écritures du code.

« Nous croyons beaucoup au potentiel de la distribution de micro-services crowdsourcés appliquée à des projets IT. La combinaison avec une solution de formation au développement des métiers du numérique, à la fois en ligne et gamifiée, fait de SAYNA un outil puissant pour répondre aux enjeux d'emploi et de rareté en développeurs sur le continent » a déclaré Grégoire de Padirac d'Orange Ventures, qui a lui aussi misé sur les perspectives de développement de la petite entreprise qui ne connaît pas la crise.

Sayna qui accueille désormais Bernard Ramanantsoa, ancien Directeur général du Groupe HEC Paris et membre du Club MAIC, au sein de son Comité stratégique, nourrit l'ambition de réunir plus de 3 000 « microtaskers » actifs et de former 12 000 apprenants sur son jeu mobile, tout en réalisant plus de 257 000 micro-tâches IT commercialisées, à l'horizon 2024.

*Philippe Wang,
vice-président de Huawei
Northern Africa*

« Nous sommes conscients que notre seule action ne suffira pas à créer un monde intelligent et connecté »

Sur plus de deux décennies, Huawei a accompagné l'Afrique dans sa révolution numérique. Retour sur les ambitions d'un géant chinois qui a réussi à damer le pion à ses concurrents sur un marché en pleine croissance.

Propos recueillis par **Mounir El Figuigui**



Depuis son arrivée sur le continent en 1997, Huawei a assisté pratiquement à toutes les étapes de la révolution numérique qui s'y est opérée. Quelles appréciations faites-vous aujourd'hui de cette révolution ?

La révolution numérique se déploie avec rapidité et vigueur en Afrique depuis plus de vingt ans. Cette accélération a notamment été notoire avec la crise de la Covid-19, qui a vu se multiplier les initiatives numériques sur le continent. Présent depuis 1997 sur le continent, Huawei est fier d'avoir participé à la construction d'un écosystème numérique qui bénéficie à l'ensemble des populations. Les TIC sont en effet porteuses de nombreuses opportunités à même d'améliorer

la productivité des économies africaines. Cependant, l'Afrique étant confrontée à de nombreux défis, la réponse à ses enjeux suppose de démocratiser l'accès à la connectivité. Cela passe notamment par un investissement massif dans les infrastructures. Souhaitant être un partenaire de premier plan pour les pays africains, Huawei s'est donné comme mission d'apporter le numérique à chaque foyer et population, permettant l'avènement d'un monde numérique entièrement connecté.

En l'espace de quelques années, Huawei a assis sa notoriété sur le marché africain, chose que n'ont pas réussi les multinationales, notamment européennes, présentes sur le continent. Comment expliquez-vous cela ?

Depuis 1997, avec l'aide de nos partenaires, nous avons déployé près de 250 000 km de fibre optique et nous avons également travaillé avec plus de 200 opérateurs pour construire environ 50% des sites sans fil et des réseaux mobiles haut débit 3G et 4G. La qualité et la fiabilité des solutions et produits que nous fournissons est plébiscitée par nos clients, puisque 550 entreprises opérant dans notre région ont sélectionné Huawei comme partenaire de la transformation numérique. Notre notoriété s'explique également par notre volonté constante de toujours nous rapprocher au plus près des populations pour comprendre au mieux leurs besoins. Ce faisant, nous pouvons dès lors élaborer des stratégies adaptées aux réalités de chaque pays.

Le recrutement de talents locaux est donc au cœur de nos ambitions puisque sur les 6 000 collaborateurs travaillant dans la région Northern Africa, 81 % sont des locaux. C'est dans cette optique que nous avons déployé différents programmes tels que la ICT Academy ou Seeds for the Future. Si l'objectif consiste à former ces jeunes talents aux technologies numériques et améliorer leurs compétences professionnelles et techniques afin que ces derniers prennent en main l'avenir numérique de leur pays, et de facto, du continent, par ce biais, Huawei souhaite participer à la croissance économique des pays.

En dépit de restrictions sur des marchés (notamment européens), Huawei travaille en Afrique sur plusieurs projets avec des multinationales européennes. Est-ce bien la preuve que l'entreprise est devenue incontournable dans le segment des infrastructures numériques par exemple ?

« En Afrique, Huawei s'est engagé à fournir des services et des produits de haute performance, le tout à un prix raisonnable et abordable pour que chacun puisse bénéficier d'une connexion optimale là où il se trouve. »

En Afrique, Huawei s'est engagé à fournir des services et des produits de haute performance, le tout à un prix raisonnable et abordable pour que chacun puisse bénéficier d'une connexion optimale là où il se trouve. Cependant, nous sommes conscients que notre seule action ne suffira pas à créer un monde intelligent et connecté. En effet, la relance des économies africaines repose sur une transformation numérique qui implique une collaboration fructueuse entre les secteurs publics et privés. Orange a ainsi annoncé à l'été 2021 sa volonté de travailler avec nos équipements 5G, preuve d'une relation commerciale de confiance. De même, le groupe

français BCP a signé un mémorandum d'entente avec Huawei en juillet 2020 afin de consolider la coopération stratégique sur l'ensemble du continent, aussi bien sur le volet bancaire que celui des solutions technologiques.

Par ailleurs, nous considérons que la croissance socio-économique du continent ne pourra se faire sans un appui des acteurs africains eux-mêmes. C'est pourquoi Huawei collabore activement avec les gouvernements, les institutions et les entreprises dans un certain nombre de secteurs clés.

Infrastructures numériques, programmes de formation, accompagnement des initiatives nationales,... Quelles sont les priorités de Huawei sur le moyen terme en Afrique ?

En 2022, Huawei va continuer de renforcer son engagement en Afrique, la transformation numérique du continent étant l'une de nos principales priorités. L'accent sera particulièrement mis sur cinq axes majeurs, au premier rang desquels la construction d'une Afrique pleinement connectée et désenclavée, la formation des jeunes talents aux nouvelles technologies, l'inclusion numérique, la lutte contre le réchauffement climatique et le renouvellement de son engagement en faveur de la cybersécurité. Forte de nombreuses richesses, l'Afrique est à même d'être le continent du XXI^e siècle, la pandémie ayant été un puissant accélérateur des dynamiques déjà à l'œuvre depuis quelques années, notamment dans le secteur de la numérisation. Le dynamisme, la flexibilité et la résilience de son tissu économique sont l'une des grandes forces que notre entreprise souhaite encourager et accompagner.

Par **Rouguyatou Touré
& Amaury de Féligonde**

Avocate
& co-fondateur Okan Partners

42

L'Afrique est une terre d'entrepreneurs, par choix ou obligation car peu d'entreprises peuvent offrir des emplois salariés, alors il est parfois plus efficace de monter une affaire pour vivre. Mais comme le dit Jean-Michel Severino, pour réussir « les entrepreneurs africains doivent déplacer des montagnes » : les coûts d'infrastructure sont élevés, l'accès aux marchés pas toujours évident. L'obtention de financements peut vite tourner au cauchemar. La majorité des entrepreneurs ne reçoivent aucune aide, et pâtissent par ailleurs d'un climat des affaires globalement désastreux. Dans ce contexte, la révolution digitale peut faciliter la vie des entreprises et les aider à se développer, parfois de façon exponentielle.

90% des entreprises africaines sont des PME ou TPE. Elles assurent 60% des emplois du continent mais 80 % ne reçoivent aucun financement. Dans ce contexte, le crédit digital a toute sa place. Les banques et institutions de microfinance permettent notamment aux clients d'effectuer leur demande de crédit en ligne grâce à leur smartphone, permettant des décaissements très rapides.



Pour développer une clientèle, internet est un formidable outil. Les sites de e-commerce permettent aux vendeurs de proposer leurs produits à une cible élargie. Par ailleurs, le marketing digital à destination des particuliers (B2C) connaît un essor considérable, et les réseaux sociaux constituent un vecteur de visibilité inégalé pour les entrepreneurs.

Les démarches administratives de création d'entreprise sont lourdes et coûteuses. Elles impliquent souvent de devoir se déplacer auprès d'administrations lentes et ayant mise en place un système parfois kafkaïen. Mais leur digitalisation avance aussi : au Ghana, depuis l'adoption de la nouvelle loi sur les sociétés en 2019, les entreprises peuvent effectuer l'intégralité de leurs démarches relatives au registre de commerce en ligne.

Cette révolution digitale se fait particulièrement sentir dans quatre pays : l'Égypte, le Nigéria, le Kenya et l'Afrique du Sud, où sont apparues ces dernières années sept fameuses « licornes », ces start-ups valorisées à plus d'un milliard de dollars. Fawry en Égypte, OPay au Nigeria, et même Wave au Sénégal, montrent la voie aux entrepreneurs africains. Même si tous les entrepreneurs ne se destinent pas à monter des fintechs d'ampleur mondiale, des modèles de réussite existent et inspirent les générations à venir.



Climat



Les métropoles des deux continents face à l'urgence climatique

Pollution, inondations, destruction de la biodiversité, gestion des déchets, gestion de l'eau... Les métropoles européennes et africaines sont en première ligne sur le front climatique. Comment articuleront-elles leur adaptation et quelles stratégies adopteront-elles pour contrer les effets du changement climatique ?

Par La Rédaction

De

Bruxelles au Cap en passant par Paris, Berlin, Milan, Madrid, Casablanca, Dakar, Douala, Kinshasa, Kigali ou Djibouti, les villes

européennes et africaines subissent de plein fouet les effets des changements climatiques selon leur niveau de développement et tentent, en fonction des moyens dont elles disposent, de s'adapter afin d'améliorer les conditions de vie des populations et favoriser le développement économique. C'est ce qui ressort de la table ronde intitulée : « Urgence climatique : les métropoles européennes et africaines en première ligne », tenue dans le cadre du Forum Europe-Afrique organisé le 17 mars dernier à Marseille. « Les villes des pays émergents vont être les premières touchées par le changement climatique. Elles le sont déjà. Elles ne sont pas responsables, mais victimes », constate Patrick Dupoux, directeur Afrique du Boston Consulting Group.

La ville hôte de l'événement fait partie de la Métropole-Aix-Marseille-Provence qui compte près de 2 millions d'habitants est confrontée à une double problématique : à la réalité du réchauffement climatique, il faut ajouter celle de la pollution favorisée notamment par la mobilité urbaine. Pour y répondre, Jean-Luc Moudenc, président de Toulouse Métropole estime qu'« en réalité, il n'y a pas de recette miracle, mais il est plutôt nécessaire d'actionner un ensemble de leviers dans un plan cohérent », afin de relever efficacement les défis environnementaux auxquels la métropole fait face. Pour lui, l'habitat requiert tout de même une attention particulière. « Il faut accélérer la transition énergétique du logement. On rénove environ 3500 logements par an, l'objectif c'est de le doubler », a-t-il déclaré. A plus de 6000 km de Marseille, Douala - capitale économique camerounaise aux près de 4 millions d'habitants - fait également face à d'importants défis. « Douala est la porte d'entrée du Cameroun et plus largement de l'Afrique centrale dans une certaine mesure. Mais les problèmes environnementaux sont légion : la destruction de la mangrove, qui est une des conséquences du développement de la ville ou encore la gestion des déchets ... », a expliqué Roger Mbassa Ndine, président du Conseil de la communauté urbaine de Douala, soulignant qu'un plan directeur à l'horizon 2025 et renouvelable permet de piloter un certain nombre d'actions visant à favoriser l'adaptation de la ville aux dérèglements climatiques.

FINANCER L'ADAPTATION DES VILLES

Si la transition des sociétés européennes et africaines vers un mode de vie vert est devenue une urgence, Maximilien Pellegrini, directeur général délégué du groupe Suez, a toutefois émis une nuance importante. « Le développement durable ne doit pas être une contrainte de plus, mais un nouveau modèle de développement des villes [...] qui se décline en opportunité pour les villes africaines », a-t-il déclaré, soulignant qu'il faudrait tirer parti des expériences de l'Europe en matière de changements climatiques afin d'anticiper sur le continent africain qui reste le plus faible pollueur et toujours en quête de son industrialisation. Face à tous ces enjeux, les experts estiment critique la problématique du financement de l'adaptation des villes. Et ce, alors que plusieurs engagements ont été pris à la COP26 à Glasgow et que la COP27 aura lieu en novembre prochain au Caire. L'Egypte dont la ministre de l'Environnement Yasmine Fouad, représentée par Soha Taher, cheffe du département central de la coopération internationale au ministère, participait à ce panel, fait également face au défi financier pour assurer son adaptation, et ce, en dépit des milliers de millions de dollars déjà mobilisés auprès de bailleurs de fonds internationaux pour ses projets en cours.

DES SOLUTIONS DE DÉCARBONISATION EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE

En novembre dernier, alors que se tenaient les assises de la COP26 à Glasgow, la Deutsche Bank et le Fonds vert pour le climat (GCF) signent un accord par lequel le GCF s'engage à contribuer à hauteur de 80 millions de dollars en tant qu'investisseur pilier d'un programme d'investissement dans les énergies renouvelables. Estimé à quelque 500 millions de dollars, ce dernier ciblera les marchés dans lesquels l'approvisionnement en électricité reste peu efficient, excessivement coûteux et insuffisant pour soutenir une croissance économique rapide. Deutsche Bank, qui se chargera de l'exécution du programme, s'est engagée à contribuer à hauteur de 3% à ce programme d'accélération de la transformation énergétique en Afrique subsaharienne. Les investissements cibleront les solutions énergétiques innovantes pour soutenir la décarbonisation de la production d'énergie dans le secteur industriel (PME) et les ménages des pays subsahariens qui ont confirmé leur soutien au programme. Le programme encouragera la transition vers une production d'électricité décentralisée et renouvelable, proche du point de consommation, au détriment des grandes centrales électriques centralisées.



Par Emmanuel Groutel

Docteur es sciences de gestion
Spécialiste du positionnement
stratégique

Dans le secteur du bois, l'Afrique développe son propre modèle. Il est novateur et les forestiers certifiés ont fait, pour la vaste majorité d'entre eux, des efforts considérables. Il n'est donc pas paradoxal de vouloir protéger les forêts en protégeant les forestiers qui sont sans doute parmi ceux qui les connaissent le mieux. Ils sont implantés depuis longtemps dans les territoires. Ils connaissent leurs complexités. Ils sont devenus africains eux-mêmes et savent qu'il faut défendre ces terroirs. Ils sont les vecteurs potentiels d'une nouvelle forme de gestion forestière, plus inclusive, basée sur ce que l'on appelle communément maintenant les services écosystémiques. Le stockage du carbone, la gestion de la biodiversité et des bassins versants, la protection des sols, l'accueil des chercheurs et des écologues, l'agroforesterie, les cultures de subsistances sont autant d'actions que ces forestiers, arrivés à ce niveau de maturité, peuvent mener. Si nous voulons vraiment protéger ces forêts, leurs hôtes et celles et ceux qui y vivent, nous ne pouvons qu'appeler à un soutien de ces professionnels. Le bois continuera, avec mesure et selon des normes de plus en plus affinées, à être prélevé, assurant la part essentielle



*Emmanuel Groutel
nous livre sa
vision sur les flux
internationaux du
bois et les évolutions
possibles de cette
filière.*

de la valeur créée. Pour que ces gestionnaires puissent mener à bien leurs nouvelles fonctions, les Etats, eux-mêmes, doivent les soutenir. Par ces temps difficiles, la fiscalité est l'outil essentiel. Un soutien fondamental, c'est aussi de mettre en place des systèmes de partage de ressources relatives au carbone ; les parcs nationaux et les forêts gérées doivent entreprendre des actions communes, tel que la lutte contre le braconnage ; et les entreprises doivent poursuivre leur remise en cause et tendre vers une foresterie d'excellence. Ce qu'elles ont appris doit aussi être transmis. Par ailleurs, les bailleurs internationaux peuvent directement contribuer par des dons aux paiements pour services écosystémiques portés par les forestiers. Il ne peut s'agir que de soutiens massifs et non du cosmétique servant à un marketing de la bonne conscience. Les « pollueurs », ceux de l'économie carbonée, ont aussi leur contribution à apporter, non seulement pour permettre le stockage dudit carbone, mais aussi pour créer de nouveaux emplois et veiller au respect de la biodiversité. De leur côté, les importateurs ne peuvent plus faire comme s'ils ne savaient pas. Pour quelques euros du m³ de différence, certains jettent un voile pudique sur un niveau de légalité qui serait acceptable. Comment est-il encore pensable de mettre en marché des bois illégaux ou douteux ?



www.latribuneafrique.com

Société éditrice :

PubliAfrica SA au capital de 6 000 000 de DH.
6, Rue Kadi Iass, Maârif,
20100 Casablanca, Maroc
RC : 358 575 Patente 35794226 T

Présidente -

Directrice Générale :
Delphine Chêne

Rédacteur en chef :

Mounir El Figuigui
melfiguigui@latribune.fr

Rédactrice en chef adjointe :

Ristel Tchounand
rtchounand@latribune.fr

Journaliste :

Marie-France Réveillard
mfreveillard@latribune.fr

Coordination éditoriale :

Happy Content -
Aude Bernard-Treille

Directrice artistique :

Happy Content -
Patrícia Jadrosic

Illustration de couverture :

Retrorocket

Illustrations pages intérieures :

Retrorocket et DR

Secrétaire de rédaction :

Marie Colette

Service commercial :

Lamiaa Bassim
lbassim@latribune.fr

Abonnements

et ventes au numéro :

Aurélie Cresson
acresson@latribune.fr

Informations légales :

Dépôt légal : octobre 2021
ISSN : en cours de création
CPPAP : 1022 D 8560



54 rue de Clichy
75009 Paris
Tél : 01 76 21 73 00

Société éditrice :

La Tribune Nouvelle
S.A.S Au capital de 535 950 euros.

Siège social : 10, rue des Arts,
31000 Toulouse

SIREN : 749 814 604

**Président directeur général,
Directeur de la publication :**

Jean-Christophe Tortora

Directeur de la rédaction :

Philippe Mabile

Directeur adjoint

de la rédaction : Robert Jules

Directrice de la diversification

éditoriale : Valérie Abrial

Directrice marketing

et développement :

Tatiana de Francqueville

MOBILISÉS POUR NOS 175 000 ENTREPRISES CLIENTES EN AFRIQUE

Nous sommes à vos côtés, présents sur le continent africain
pour vous accompagner dans vos projets d'avenir.

[societegenerale.africa](https://www.societegenerale.africa)

**C'EST VOUS
L'AVENIR**



**SOCIÉTÉ
GÉNÉRALE**